

Cloud : le gouvernement met 1,8 milliard d'euros sur la table

Le gouvernement français a présenté mardi un plan de soutien au développement du secteur français et européen du cloud (informatique dématérialisée) d'un montant de 1,8 milliard d'euros sur quatre ans, dont 667 millions d'euros de financements de l'Etat.

Temps de lecture : minute

3 novembre 2021

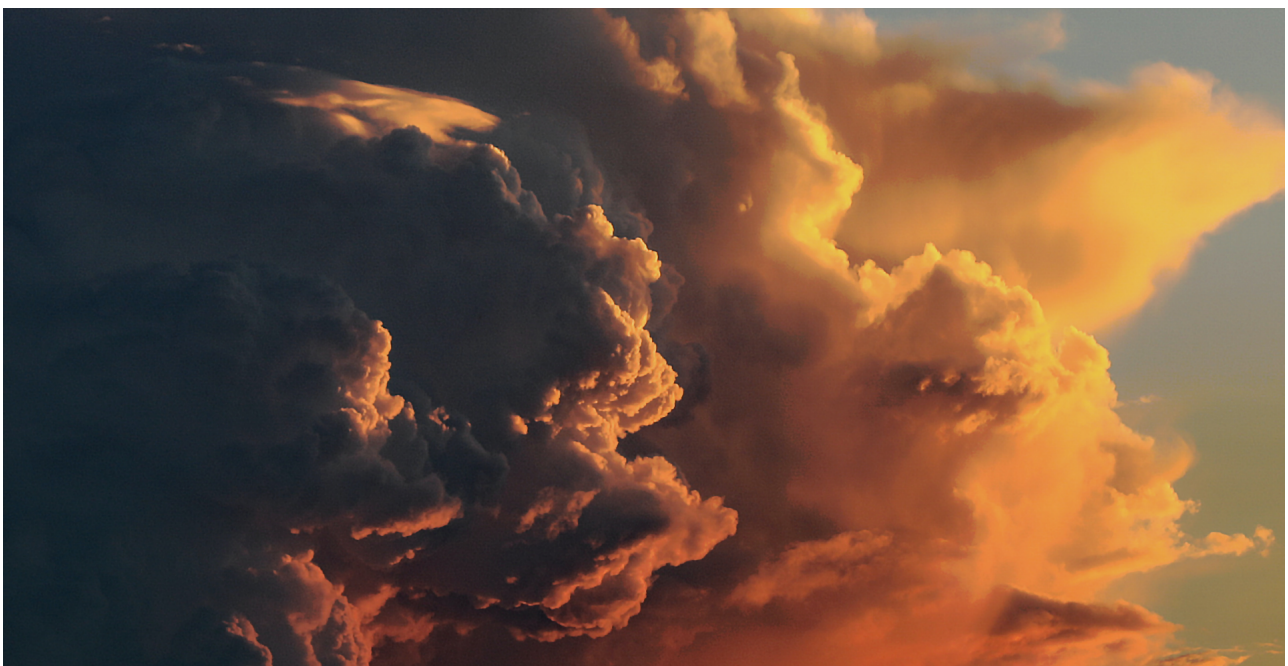
Pour les Européens, *"la bataille du cloud n'est pas perdue"*, malgré la domination écrasante des acteurs américains dans le secteur, a estimé Cédric O, le secrétaire d'Etat au numérique, venu présenter le plan dans les locaux parisiens d'OVHcloud, la vedette française du secteur qui a récemment réussi son entrée en Bourse. *"Le match n'est pas joué"*, même s'il est *"tendu et compliqué"*, a-t-il ajouté, en soulignant que le retard accumulé *"ne dat(ait) pas d'hier"*. Selon des chiffres cités par le gouvernement, Amazon Web Services, Microsoft, Google détiennent à eux seuls 69% du marché européen du cloud contre moins de 2% pour les premiers industriels européens (OVHcloud et Deutsche Telekom).

23 projets identifiés

Le plan de 1,8 milliard d'euros sera financé par l'Etat (667 millions d'euros), l'Union européenne (444 millions d'euros), et le secteur privé (680 millions). Il doit notamment permettre de développer les techniques de "edge computing" (informatique en périphérie), ces nouvelles capacités informatiques qui offriront un premier niveau de traitement pour les monceaux de données que les objets connectés du futur - par

exemple les véhicules autonomes - émettront. Selon Cédric O, *"23 projets de recherche et développement ont déjà été sélectionnés par l'Etat, pour un financement public de plus de 421 millions d'euros"*.

Parmi les exemples donnés par le secrétaire d'Etat, plusieurs projets concernant le "edge computing", mais aussi un projet porté par OHVcloud visant à créer *"une plateforme d'intelligence artificielle accessible dans le cloud, dans un cadre sécurisé et protégé des influences extra-territoriales"*.



À lire aussi

Cloud : l'industrie du numérique appelle l'Europe à mettre les bouchées doubles

D'autres appels à manifestation d'intérêt vont avoir lieu fin 2021 et début 2022 pour financer de nouveaux projets, dans le domaine du travail collaboratif notamment, a ajouté Cédric O. Les annonces du gouvernement surviennent dans un contexte de tension entre les acteurs français du cloud et le gouvernement, les premiers reprochant au second de ne pas suffisamment prendre les moyens pour orienter les commandes publiques et privées vers les acteurs européens, plutôt que vers les

acteurs américains.

L'engagement du secteur public requis

Cette réponse française arrive t-elle trop tard ? Un rapport publié le 4 mai dernier, à l'initiative d'acteurs français du numérique appelait déjà les Européens à accroître leur position sur le marché en pleine explosion du "cloud". Pour Yann Léchelle, le directeur général de l'opérateur français de cloud Scaleway (groupe Iliad/Free), ce plan de soutien aux acteurs français et européens *"aurait dû être annoncé non pas aujourd'hui mais le 17 mai dernier"* lorsque le gouvernement français a annoncé son futur label de *"cloud de confiance"*. Ce futur label exigeant sur la sécurité des données sera ouvert aux technologies américaines si celles-ci sont exploitées par des opérateurs français ou européens depuis leurs propres centres de données.

Selon Yann Lechelle, de nombreuses entreprises ou acteurs publics français ont suspendu leurs discussions avec les opérateurs français de cloud, pour privilégier cette future offre franco-américaine. Michel Paulin, le directeur général d'OVHCloud, a de son côté salué un *"pas dans le bon sens"* avec ce plan de soutien. Mais il a aussi rappelé devant Cédric O que les opérateurs français de cloud avaient *"besoin de commandes, je répète de commandes"*, sous les applaudissements des acteurs français de la tech présents dans la salle. *"J'en appelle à l'exemplarité de l'Etat et des grands groupes français pour pouvoir favoriser une filière européenne fidèle"* aux engagements de souveraineté et de sécurité des données, a-t-il dit.



À lire aussi
OVHcloud réussit ses débuts en Bourse

Article écrit par Maddyness avec AFP